



HAL
open science

Master Science politique

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Science politique. 2013, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. hceres-02029399

HAL Id: hceres-02029399

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02029399v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation du master



Science politique

de l'Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne

Vague D – 2014-2018

Campagne d'évaluation 2012-2013



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des Formations
et des diplômes

Le Directeur

Jean-Marc Geib



Evaluation des diplômes Masters – Vague D

Académie : Paris

Etablissement déposant : Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne

Académie(s) : /

Etablissement(s) co-habilité(s) : /

Mention : Science politique

Domaine : Science politique

Demande n° S3MA140006077

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne

- Délocalisation(s) :

Délocalisation partielle du master pour l'une de ses spécialités (*Affaires publiques internationales* à l'Université américaine de Paris, AUP)

- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

Présentation de la mention

La mention de master *Science politique* de Paris 1 s'effectue sur deux années. La première année de master (M1) est un large tronc commun lors du premier semestre. Des spécialisations thématiques peuvent s'opérer dès le S2, mais elles sont obligatoires pour les étudiants de la spécialité de seconde année (M2) *Affaires publiques internationales* en partenariat avec l'American University of Paris (AUP). La deuxième année de master (M2), ouverte à d'autres étudiants que ceux venant du M1 de science politique, propose huit spécialités. Deux se présentent comme d'objectif professionnel : *Affaires publiques* et *Coopération internationale, action humanitaire et politiques du développement* ; trois sont des spécialités à finalité recherche : *Etudes africaines, Relations internationales et Sociologie et institutions du politique* ; enfin trois spécialités sont présentées comme indifférenciées : *Communication politique et sociale, Affaires publiques internationales et Affaires publiques européennes*.

Le master agrège l'ensemble des étudiants de science politique de Paris 1 à l'exception de ceux engagés dans la double masterisation avec le CFJ (Centre de formation des journalistes).



Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

Les modifications légères apportées dans l'offre actuelle s'expliquent pour des raisons liées aux flux étudiants, avec la disparition d'une spécialité *Socio-histoire du politique*, et par l'autonomisation d'un parcours (*Gouvernance européenne*) en spécialité nouvelle : *Affaires publiques européennes*. L'architecture générale du master s'appuie sur une formation générale de science politique fournie en M1 avec en deuxième semestre des possibilités de construire sa préparation d'une spécialité de M2. Les accès directs en M2 sont conçus pour favoriser des formations du même niveau que celle délivrée en M1. Il existe donc une cohérence d'ensemble du master sur deux années. La convention avec l'American University of Paris stipule l'obligation d'entamer une spécialisation dès le M1 qui aboutit à une cohérence encore plus grande en augmentant le volume horaire des étudiants, dans le respect des normes.

Tous les étudiants de M1 bénéficient d'une formation aux techniques d'enquête et doivent apprendre à élaborer et utiliser un protocole méthodologique. Ces ressources seront utiles dans les futures spécialités professionnelles et de recherche. La langue anglaise bénéficie dans le M1 une unité d'enseignement (UE) dédiée à hauteur de 6 ECTS comme le mémoire de recherche.

Un grand oral permet de valider l'acquisition d'un savoir fondamental et d'entretenir une aptitude formelle à l'expression orale par l'exposé et le débat. La soutenance des mémoires complète la maîtrise de cette compétence.

Si les stages sont formellement possibles en M1, leur nombre et leur utilité n'apparaissent pas dans le dossier, tout comme sont peu précisées, en M1, les conditions réservées aux étudiants salariés dont le statut est mieux perçu dans les spécialités professionnelles (*Affaires publiques* et *Coopération internationale, action humanitaire et politiques du développement*). Le M1 connaît une population moyenne de 165/170 étudiants, le M2 en concerne 200 en moyenne.

Au cours du M1, le personnel d'encadrement est exclusivement académique (enseignant-chercheur ou chercheur de grands organismes). Dans le M2, la réalité sera différenciée selon l'orientation donnée à la recherche ou à la professionnalisation. Mais à aucun niveau n'existe de conseil de perfectionnement même quand les échanges avec les professionnels sont visibles et apparemment fructueux (masters professionnels). Les équipes pédagogiques sont bien décrites et fonctionnent traditionnellement en réunion de sélection et en jury de fin d'année.

Les taux de réussite ont progressé en M1 pour atteindre 84 % pendant que baissait le taux d'abandon. En M2, les taux sont variables selon les spécialités, mais toujours entre 80 et 90 %.

Le master possède un adossement solide à la recherche avec l'existence d'une UMR 8209 (unité mixte de recherche) où se retrouvent les enseignants et chercheurs du master autour d'axes de recherche en cohérence avec les spécialités existantes. Au sein des spécialités « recherche » la formation des étudiants se fait par la fréquentation des séminaires de laboratoire et de l'école doctorale. Les mémoires de recherche et les projets de thèse bénéficient de l'environnement adéquat.

Les étudiants de ces spécialités « recherche » ne poursuivent pas en thèse pour la plupart d'entre eux et, de fait, elles fonctionnent plus comme indifférenciés, même si les inscriptions en thèse sont ici plus nombreuses (25 à 30 % des diplômés) que dans les autres spécialités. Il y aurait là matière à réflexion sur une prise en charge de cette réalité au cours de la formation (stage, modules pré professionnels, conseils de perfectionnement, échanges structurés avec des professionnels y compris du monde de la recherche appliquée ou de l'expertise). En ce qui concerne l'insertion professionnelle dans les autres secteurs, les résultats sont très variables selon les spécialités (de 43 % à 88 % pour une spécialité et de 92 % à 78 % pour les autres, sachant que le taux de réponse est quand même faible puisque variant de 37 % à 67 % selon les spécialités).

Au même titre que le pilotage, susceptible d'amélioration par l'ouverture vers l'extérieur et plus de formalisation, l'évaluation des enseignements par les étudiants est un domaine où les bonnes pratiques sont à inventer.

Le dossier est bien rédigé et l'information assez complète, mais sa lecture renforce l'impression que l'architecture du master pourrait être encore travaillée. D'une part en ce que les spécialités partagent peu pour l'essentiel (à l'exception notoire des « Affaires publiques internationales ») et donnent l'impression d'être autant de spécialités autonomes (le dossier mentionne « les directeurs de masters »). D'autre part des voisinages thématiques, renforcés par des voisinages d'intitulés, suggèrent des rapprochements, par exemple entre les « Affaires publiques » où les perspectives professionnelles sont affirmées et où des expériences anciennes ont établi des savoir-faire et des réputations (« affaires publiques »). On peut imaginer une réflexion du même ordre quand il s'agit des études



africaines, des relations internationales ou de la coopération internationale ou quelques cours communs existent déjà, ceci ne devant pas mettre en péril les acquis de chacune de ces spécialités.

- Points forts :
 - Positionnement de la mention dans l'environnement national couvrant l'ensemble de la discipline.
 - Bon adossement à la recherche.
- Points faibles :
 - Pilotage partiel de la formation.
 - Architecture générale de la formation qui ne tire son unité que de l'existence d'un M1 commun aux huit spécialités.
 - Le suivi partiel de l'insertion (au vu du taux de réponse).

Recommandations pour l'établissement

Une meilleure visibilité internationale de la formation serait possible en simplifiant et en unifiant les spécialités. Le voisinage des thématiques et la mixité de fait des orientations recherche et professionnelle devraient mener à une restructuration autour de deux ou trois spécialités. Ceci pourrait bénéficier de la réflexion d'un conseil de perfectionnement conçu avec le concours d'experts étrangers et extérieurs au monde académique pour permettre une vision stratégique.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Positionnement de la mention dans l'environnement scientifique et socio-économique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la mention (A+, A, B, C) : C



Evaluation par spécialité

Affaires publiques

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

Cette spécialité vise la formation de politistes voulant rejoindre les métiers liés à la professionnalisation croissante du politique (collaborateurs d'élus), au rôle de la communication locale et au développement récent des modalités de participation citoyenne. Ces métiers potentiels correspondent à quatre parcours : *Administration du politique* avec une adaptation en formation continue ; *Communication politique locale* et *Ingénierie de la concertation*. Un semestre de formation théorique et pré professionnelle précède six mois de stage donnant lieu à une soutenance de mémoire et à une restitution personnalisée.

- Appréciation :

Cette formation se déclare à vocation professionnelle et déduit de cette volonté sa structure d'enseignement et ses modalités pédagogiques : présence de professionnels majoritaires en nombre d'encadrant et en volume horaire assuré (57 %), place du stage dans la formation (préparation, réalisation, restitution). Les métiers visés sont diversifiés et leurs évolutions suivies avec attention par la collaboration avec les institutions susceptibles d'embaucher. Une version de la formation peut se dérouler en formation continue, avec des calendriers adaptés. Plus de la moitié des étudiants de cette spécialité viennent d'un autre M1 que celui de Paris 1, ce qui est signe d'une attractivité réelle. Les étudiants réussissent à 90 % d'entre eux et avec un bon taux de retour d'enquête (67 %) on mesure un taux d'insertion professionnelle élevé (88 %). Le nombre d'étudiants inscrits (entre 25 et 30 avec la formation continue dans le parcours *Administration du politique*, 20 et 16 pour les deux autres) ne met pas la formation à l'abri des fluctuations de flux plus défavorables en temps de compression des budgets publics des institutions partenaires. Les échanges avec les professionnels sont constants, mais pourraient gagner à une structuration plus formalisée.

- Points forts :

- Adaptation du projet pédagogique à un marché de l'emploi expertisé.
- Encadrement pédagogique personnalisé.
- Version en formation continue.

- Point faible :

- Conseil de perfectionnement inexistant malgré la réalité des échanges entre académiques et professionnels.

Recommandations pour l'établissement

Cette spécialité, dotée d'expérience et réalisant ses objectifs devrait envisager, dans le cadre de la mention et d'un conseil de perfectionnement de celle-ci, à créer des rapprochements avec d'autres spécialités voisines (*Affaires publiques européennes, Communication politique et sociale*) afin de mutualiser et de rendre une offre plus lisible de l'extérieur.



Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A+
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : A+
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : B



Affaires publiques européennes

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

Cette spécialité succède à un parcours intitulé *Gouvernance européenne*. Elle complète dans l'offre de formation de Paris 1 deux spécialités assurées dans le cadre de l'UFR d'histoire. C'est une spécialité indifférenciée, plutôt tournée vers la préparation professionnelle (légistique européenne, rédaction de projets, de dossiers) n'excluant pas des poursuites en thèse. Elle affiche une maquette ouverte à la pluridisciplinarité.

- Appréciation :

La spécialité s'inscrit dans le projet de formation de cadres dotés de savoir faire utiles soit dans des institutions européennes, soit, et surtout dans des institutions, administrations et entreprises ayant à faire avec les institutions européennes. L'implication nécessaire de plusieurs disciplines autour de la science politique est assurée. La construction du projet pédagogique est adaptée : une formation de science politique puis dans les unités d'enseignements du troisième semestre (S3) des cours mutualisés avec les juristes et les historiens, une présence significative des professionnels (50 % au moins) et un stage préparé par un séminaire dédié. L'affichage d'un poste de professeur pour étoffer l'équipe atteste du soutien dont bénéficie la spécialité. Les chiffres communiqués correspondent à la mise en place de la spécialité et sont trop récents pour juger de l'insertion professionnelle (premières données de 2011), mais la moitié de l'effectif (7/14) faisait l'objet d'une embauche tandis que l'autre était en stage ou en poursuite d'études. Aucune poursuite en doctorat n'est signalée. Les liens avec les professionnels relèvent des réseaux personnels et semblent efficaces. Une meilleure structuration est souhaitable.

- Points forts :

- Secteur professionnel en développement.
- Mutualisation utile et pluridisciplinarité.
- Equipe dynamique.

- Points faibles :

- Pilotage n'impliquant pas le monde professionnel.
- La sortie possible vers la recherche pas encore dessinée.

Recommandations pour l'établissement

Il conviendrait de mettre en place un conseil de perfectionnement pour assurer son adéquation à l'évolution des métiers concernés et une place adaptée dans la restructuration du master de science politique.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : B



Affaires publiques internationales

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne / American University of Paris (AUP)

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger :

Double diplôme avec le master of arts de l'AUP

- Présentation de la spécialité :

Dans le domaine des relations internationales, la formation, indifférenciée, concerne plus particulièrement la résolution des conflits et la gestion des médias dans un temps de mondialisation. Construite sur la base d'une convention avec l'American University of Paris (AUP), la formation accueille dix étudiants de Paris 1 dès le M1 avec une formation fondamentale en science politique. Les deux parcours, *Résolution des conflits* d'une part et *Communication internet et mondialisation* d'autre part se séparent dès le troisième semestre (S3) en empruntant leurs enseignements à d'autres spécialités. La perspective de thèses en cotutelle est affichée.

- Appréciation :

Il s'agit d'une spécialité dont la création est demandée. La formation est originale par son objet d'étude et non par ses enseignements largement communs avec ceux de Paris 1 déjà existants ou dispensés à l'AUP pour quelques autres. Il s'agit de spécialiser des étudiants issus de deux sites sur des caractéristiques récentes des crises ou des conflits (comme le « printemps arabe »). La dimension expérimentale est manifeste quand aucune donnée de réussite ou d'insertion professionnelle n'est encore disponible pour se fabriquer un jugement. L'intention de faire travailler des étudiants dans deux traditions académiques et scientifiques est intéressante et garantit une excellente maîtrise de la langue anglaise. L'adossement à la recherche est un « potentiel » auquel est associée l'UMR 8209 (unité mixte de recherches) et la perspective de thèses en cotutelle. L'insertion professionnelle relève aussi d'intentions liées à la recherche sur le terrain ou à la recherche-action dont les modalités et les financements ne sont pas encore prévus. On regardera ce dossier comme une potentialité.

- Points forts :

- Idée originale.
- Croisement des cultures scientifiques et académiques.

- Points faibles :

- Contours insuffisamment dessinés de la recherche.
- Conditions de travail sur le terrain non définies.
- Deux parcours dont la cohérence n'est pas démontrée.

Recommandations pour l'établissement

Ce projet devrait faire l'objet d'un accompagnement dans le cadre de la convention avec l'American University of Paris pour assurer sa viabilité. En particulier il conviendrait de préciser les compétences acquises en structurant le projet pédagogique et en prévoyant les objectifs professionnels de la formation.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : B
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : sans objet
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : B



Communication politique et sociale

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

Cette spécialité du master de science politique est indifférenciée. Elle concerne les théories de la communication et l'usage stratégique des outils de communication, l'opinion publique. Après un tronc commun consacré à l'enseignement théorique, les étudiants choisissent des séminaires liés à des champs d'application avant d'opérer le choix entre stage et recherche accompagnés de modules de préparation. La spécialité s'appuie sur le concours de professionnels des grandes structures de communication et sur l'UMR (unité mixte de recherche) 8209 pour la recherche.

- Appréciation :

Les étudiants opèrent dorénavant un choix entre un parcours recherche ou un parcours professionnel. Ceci allège et rationalise l'organisation pédagogique. Le nouvel adossement à la recherche, aidé par un séminaire préparatoire, se fait à travers l'axe de recherche Sociologie du journalisme de l'UMR qui est quelque peu différent des questions relatives à la communication. La présence de professionnels issus de grandes entreprises (Telecom, Euro-RSCG, Sofres etc.) est importante (70 % des enseignements) et constitue un atout pour l'insertion future des étudiants. Les statistiques, trop fragiles (28 % de réponses), annoncent de 90 % de sorties avec embauche. Des universités étrangères sont citées sans qu'on puisse en définir le rôle exact. L'attractivité de la formation s'exerce vers les étudiants des IEP (Instituts d'Etudes Politiques) régionaux. Le diplôme confère une importance stratégique au stage en lui réservant 30 ECTS avec un coefficient 5. L'accès aux écoles de journalisme est évoqué sans qu'on puisse en préciser les modalités exactes.

- Points forts :

- Rôle des professionnels dans la formation.
- Choix possible entre parcours professionnel et parcours recherche.

- Points faibles :

- Pilotage insuffisant. Manque un conseil de perfectionnement formalisé avec la présence de praticiens extérieurs.
- Imprécision dans le dossier concernant le suivi des étudiants après le diplôme.
- Pas de réelle évaluation par les étudiants.

Recommandations pour l'établissement

Il conviendrait d'examiner les mutualisations possibles avec d'autres spécialités, voire des rapprochements, comme avec certains parcours d'Affaires publiques.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : B



Coopération internationale, action humanitaire et politiques de développement

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

Il s'agit d'une spécialité professionnelle destinée à former des étudiants « opérationnels » dans le domaine de la coopération et de l'action humanitaire. La formation est pluridisciplinaire. Des parcours spécialisés sont possibles ainsi que le choix d'aires culturelles (Afrique, Amérique latine, Europe de l'est en transition, Maghreb-méditerranée). La reprise d'études par validation des acquis de l'expérience (VAE) ou validation des acquis professionnels (VAP) est possible.

- Appréciation :

La spécialité est fréquentée par une population nombreuse, plus d'une quarantaine d'étudiants, mélangeant formation initiale et reprise d'études, le M1 de Paris 1 y contribuant pour moins de la moitié. L'attractivité est forte alors que la formation est ancienne. Elle possède donc une « réputation ». Le taux de réussite est élevé, plus de 90 % et, sur la base d'un taux de réponse correct (60 à 70 % selon les années), près de 90 % des diplômés sont insérés professionnellement dans des lieux correspondant aux objectifs de la formation. L'implication d'enseignants extérieurs au monde académique est importante (2/3 des enseignements) et l'existence d'un réseau d'ancien assure contacts, embauches et notoriété. Des poursuites en thèse sont signalées, à hauteur de 5 % des effectifs, même si elles semblent se dérouler dans d'autres espaces que celui du master de *Science politique*.

- Points forts :

- Insertion professionnelle nombreuse et bien ciblée.
- Pluridisciplinarité et ouverture culturelle.
- Mixité des populations en formation.

- Points faibles :

- Pas de conseil de perfectionnement formalisé.
- Redondance des thématiques avec les spécialités *Etudes africaines* et *Affaires publiques internationales*.

Recommandations pour l'établissement

Sans mettre en péril une formation en position de réussite, il conviendrait de travailler sur quelques mutualisations possibles avec les spécialités *Etudes africaines* et *Affaires publiques internationales* dont quelques étudiants rejoignent la présente spécialité. Il faudrait regarder si des thèses, mêmes professionnelles, seraient concevables pour « fixer » des talents dans la discipline.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : A
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : A



Etudes africaines

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés):

Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne

Etablissement(s) en co-habilitation(s): /

Délocalisation(s): /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger: /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité recherche est dédiée à l'acquisition des savoirs sur l'Etat et sur les organisations de pouvoir dans l'Afrique contemporaine ; outre une culture générale africaine, l'objectif est de maîtriser les problématiques sociopolitiques et de comprendre les grands courants d'analyse qui caractérisent les études africaines. Avant un mémoire de recherche auquel est réservé le quatrième semestre (S4), quatre séminaires sont choisis au cours du troisième semestre (S3), dont celui du tuteur de mémoire.

- Appréciation :

La structure pédagogique de cette spécialité obéit au modèle commun des spécialités recherche du master de *Science politique* : un S3 consacré aux séminaires de recherche, un S4 au travail de mémoire. Un enseignement est réservé à un professeur de Columbia, mais on n'en connaît pas le contenu. Il n'est que de 16 heures, sans ECTS. L'adossement à la recherche se fait par deux UMR (unités mixtes de recherche) (CEMAT et CESSP) dont les séminaires de laboratoire peuvent être suivis par les étudiants. La poursuite en thèse concerne de 20 à 25 % des diplômés (5 à 7 sur une population de 20 à 25) et leur qualification au CNU est de l'ordre de 90 %. La réussite au diplôme varie de 63 à 80 %, selon la capacité matérielle à tenir les délais du mémoire. Les données d'enquête sur le devenir professionnel sont anciennes, 2007/2008, avec un taux de réponses modeste (37 %) un taux d'insertion de 43 %. Le dossier fait valoir des réussites personnelles plutôt des données chiffrées. La réalité de cette spécialité est ici ambiguë : sur le plan recherche, l'objectif est atteint, mais la plupart des étudiants sont sur un parcours professionnel et celui-ci est nettement moins bien expliqué.

- Points forts :

- Recherche et poursuite en thèse et cursus académique.
- Modèle pédagogique bien construit sur les deux années du master.

- Points faibles :

- La faible attention portée au devenir professionnel des étudiants ne réalisant pas de thèse.
- Pilotage insuffisant, absence d'un conseil de perfectionnement.

Recommandations pour l'établissement

Cette spécialité à finalité recherche possède aussi une dimension professionnelle, aidée par la formation à la recherche, mais dépourvue de prise en charge spécifique qui pourrait se concevoir comme un dispositif commun défini dans le cadre du pilotage du master, ce que pourrait envisager un vrai conseil de perfectionnement de la mention.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : B



Relations internationales

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

L'objectif de cette spécialité recherche réside dans l'acquisition d'une connaissance approfondie des grandes théories récentes concernant les relations internationales et la compréhension des mécanismes de conflits. Les étudiants devront maîtriser les cadres conceptuels, les méthodes et les données empiriques. Une trentaine d'étudiants dont un tiers d'origine étrangère suivent le cursus. 20 à 25 % des étudiants poursuivent en thèse, souvent financée.

- Appréciation :

Adossé à la recherche par l'UMR 8209 (unité mixte de recherche) qui ouvre ses séminaires aux étudiants, un module prépare aux métiers de la recherche et donc à une forme de professionnalisation, le taux d'inscription en thèse confirme l'ambition liée au choix d'une spécialité dédiée à la recherche. La construction pédagogique des semestres 3 et 4 est conforme à l'architecture commune du master pour ses spécialités recherche, avec un tutorat de mémoire, un séminaire de recherche commun à tous ceux qui ont choisi le même directeur de mémoire. Le taux de réussite, de 70 à 85 %, laisse supposer la difficulté pour quelques uns de satisfaire aux obligations du mémoire sur une seule année. L'enquête (taux de réponses 56 %) signale un taux d'insertion professionnelle de 78 %. La spécialité assure donc une autre mission que la recherche en permettant une bonne sortie professionnelle dans un dispositif où les extérieurs sont à la marge (18h/ 245h). Un enseignement obligatoire est consacré aux métiers de l'international.

- Points forts :

- Orientation recherche et sortie vers la thèse.
- Attractivité internationale.

- Points faibles :

- Faiblesse du pilotage de la spécialité et son rapport à la mention (absence de conseil de perfectionnement).
- Peu d'informations sur la prise en charge spécifique des étudiants qui ne continuent pas en doctorat
- Absence de politique de stage.
- La présence des praticiens extérieurs à l'université est faible (peu d'heures assurées).

Recommandations pour l'établissement

La part de la mission professionnelle, réelle dans cette spécialité recherche non indifférenciée, pourrait être prise en charge au niveau de la mention dans le cadre d'une meilleure structuration du master de *Science politique*.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : B



Sociologie et institutions du politique

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne

Etablissement(s) en co-habilitation(s): /

Délocalisation(s): /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger: /

- Présentation de la spécialité :

Cette spécialité à finalité recherche apparaît comme le débouché le plus fréquenté par les étudiants du M1 de *Science politique* de Paris 1. Trente-cinq à quarante étudiants approfondissent chaque année une formation fondamentale en sociologie politique ; le troisième semestre est consacré aux enseignements : cinq séminaires dont celui du directeur de mémoire et un de méthodologie. Le quatrième semestre est dédié au mémoire de recherche dont l'issue sera la thèse pour vingt-cinq à trente d'entre eux chaque année.

- Appréciation :

Cette spécialité est choisie pour les deux-tiers par des étudiants du M1 du même master de *Science politique*. Elle apparaît dès lors, parmi l'ensemble des spécialités, comme celle assurant une forme d'unité d'ensemble au master. La construction pédagogique est la même que celle qui concerne les trois spécialités recherche et le taux de poursuite en thèse y est tout à fait voisin. L'équipe pédagogique est très resserrée, neuf enseignants académiques (PR, DR et un MCF HDR). Deux séminaires sont mutualisés (avec la spécialité *Affaires publiques européennes*, dont la nouvelle appellation n'apparaît pas dans le dossier, et *Communication politique et sociale*). Un séminaire peut être choisi parmi ceux de l'ENS ou de l'EHESS. Les issues professionnelles qui sont plus nombreuses que vers le doctorat ne font pas l'objet d'une prise en charge particulière (il est fait mention de cas particuliers énumérés) et aucun professionnel ne participe à l'équipe pédagogique. En revanche les thèses sont nombreuses. L'adossement à l'UMR 8209 (unité mixte de recherche) est repérable par les membres de l'équipe qui animent des axes de recherche du laboratoire, mais le dossier est discret sur les modalités d'apprentissage des étudiants liées à la présence d'une équipe de recherche. Enfin il n'est fait nullement mention d'une dimension internationale. L'évaluation des enseignements n'est pas encore généralisée.

- Points forts :

- Intéressante approche pluridisciplinaire et bonne articulation entre le M1 et la spécialité.
- Equipe resserrée.
- Sortie vers le doctorat et la recherche.

- Points faibles :

- Prise en charge insuffisante des diplômés vers le monde professionnel.
- Pilotage minimaliste, pas de conseil de perfectionnement formalisé.
- Pas d'ouverture internationale ni européenne (à l'exception d'une mention faite pour l'existence de bourses).

Recommandations pour l'établissement

Comme pour les autres spécialités recherche, il conviendrait de travailler sur un dispositif commun préparant les sorties professionnelles des étudiants diplômés qui ne s'inscrivent pas en doctorat. Les formes de coopération avec l'ENS et l'EHESS mériteraient d'être plus explicites et plus visibles là où elles existent déjà.



Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : B



Observations de l'établissement

LE PRESIDENT

**SERVICE DES FORMATIONS
ET DE LA PEDAGOGIE**

12, PLACE DU PANTHEON
75231 PARIS CEDEX 05

TEL : 01 44 07 80 46

FAX : 01 44 07 80 52

spes@univ-paris1.fr

racspes@univ-paris1.fr

Paris, le 28 juin 2013

Monsieur Jean-Marc GEIB
Directeur de la Section des Formations
et des Diplômes AERES
20, rue Vivienne
75002 - PARIS

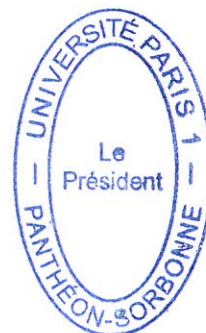
Objet : Evaluation des masters.

Monsieur le Directeur,

Je vous prie de trouver ci-joint les observations de l'Université Paris 1 à la suite du rapport d'évaluation concernant l'offre en masters pour 2014-2018.

En vous remerciant au nom de l'établissement que je représente pour le travail que vos experts ont effectué, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'expression de ma considération distinguée.


Philippe BOUTRY



Demande n°: S3MA140006077

Domaine : Droit, Science Politique

Mention : Science Politique

Sur l'appréciation globale :

Les critiques du rapport relatives à la structure générale du master ont déjà fait l'objet d'un travail approfondi concernant l'architecture du diplôme, travail plusieurs fois remis sur l'ouvrage. Ainsi, la cohérence de l'architecture générale repose notamment sur le deuxième semestre du M1, organisé en 6 parcours qui préparent aux 8 spécialités du M2. De nombreux efforts de rapprochement ont été fournis en vue d'éviter les redondances entre les spécialités du M2 et de favoriser les synergies afin d'améliorer la cohérence de l'architecture d'ensemble.

Concernant le pilotage du diplôme, chacun de ces parcours de M1 est structuré autour d'un.e responsable qui a la responsabilité de coordonner les enseignements magistraux et de définir avec les enseignants le contenu de la conférence de méthode commune. Les coordinateurs enseignent également dans les spécialités de M2 correspondantes et connaissent donc parfaitement les exigences nécessaires.

Il n'existe pas de conseil de perfectionnement dans les masters de Paris 1. C'est la première fois qu'une telle exigence est formulée. Le pilotage du diplôme est assuré par le/la responsable du M1 qui travaille en coordination avec les responsables de parcours du M1 du 2^{ème} semestre et les enseignants de spécialités du M2. Le pilotage est exercé au sein d'un collège pédagogique, qui réunit le/la responsable du M1 et les responsables de parcours du M1 qui assurent la coordination des enseignements. Ce collège est très attentif aux évolutions nécessaires du M et à leur adéquation avec les secteurs d'emploi. Sachant que la deuxième année du M comprend de très nombreux professionnels exerçant en dehors du champ académique, il sera néanmoins très facile de mettre en place un conseil de perfectionnement, en M1 comme en M2.

Le choix d'un M1 entièrement académique tient à la spécificité de l'enseignement de la science politique. S'il existe en France quelques formations spécifiques en L (dont la L3 à Paris 1), dans de nombreux cas, l'apprentissage de la discipline commence en M1. Il est donc normal qu'une formation académique complète puisse être reçue en M1. C'est ce qui explique également la simplification et la rationalisation de la maquette dès le quadriennal précédent, afin que chaque étudiant.e soit familiarisé.e, à l'issue de son premier semestre, avec les sous-disciplines de la science politique (théorie politique, sociologie politique, relations internationales, politiques publiques), ainsi qu'avec les enseignements les plus innovants (sociétés politiques comparées, *gender studies*). Ceci est possible à Paris 1 en raison de l'importance du « plateau » d'enseignants présents, qui couvrent toute la discipline. L'étendue de la gamme d'enseignements proposés est d'ailleurs une spécificité de Paris 1.

Cette familiarisation avec l'ensemble des sous-disciplines de la science politique, ainsi que le renforcement de la maîtrise de l'anglais (une UE entière lui est dorénavant consacrée à cet enseignement) visent à la professionnalisation (académique ou non) des étudiants.

Chacune des spécialités de M2 peut rassembler jusqu'à 40 ou 50 étudiants. Beaucoup d'entre elles nécessitent des stages, l'encadrement de ces mêmes stages, ainsi que le recrutement et le suivi des praticiens qui y interviennent. C'est pourquoi chaque spécialité de M2 est coordonnée par un.e responsable — un.e seul.e ne pourrait assurer cette tâche qui demanderait, en outre, une connaissance approfondie de plusieurs secteurs d'emploi très distincts (entre autres : la communication, les ONG, les collaborateurs d'élus). Ces responsables ne vivent pas dans l'ignorance les uns des autres, pas plus que les enseignants de ces diplômes. Tout d'abord, certains enseignements sont communs, et ce, dès les parcours du deuxième semestre de M1. Des enseignants interviennent dans plusieurs filières. Enfin, ils appartiennent majoritairement au même laboratoire (le CESSP) et, pour les HDR, s'inscrivent dans la même école doctorale (l'ED 119).

Les données commentées dans le rapport ne sont pas celles collectées par l'UFR mais celles de l'Université (ORIVE dont les premières enquêtes d'insertion portent sur les cohortes 2007 et 2008) — le taux de réponse jugé peu satisfaisant n'est donc pas le fait de l'UFR. Les responsables de spécialité ont, en outre, réalisé des enquêtes témoignant d'un excellent taux d'insertion dans l'emploi. En l'absence de personnels dédiés, ce travail représente néanmoins une très lourde charge. Les chiffres inégaux d'insertion professionnelle s'expliquent, par ailleurs, par le fait que dans les spécialités à finalité académique, une partie des étudiants enquêtés est en poursuite d'études.

Par ailleurs, une réflexion est en cours au sein de l'UFR concernant le principe d'une évaluation institutionnalisée des enseignements par les étudiants. Le prochain conseil de l'UFR doit en définir les modalités, en accord avec les représentants des étudiants, en vue d'une application lors du prochain quinquennal.

On notera, pour finir, que l'UFR favorise la création et le fonctionnement d'associations d'anciens de chaque spécialité de master, et utilise les réseaux sociaux tels que LinkedIn et Facebook pour favoriser les relations entre les anciens et les étudiants en formation. Cette activité de mise en réseaux et la régulière actualisation des données qu'elle exige sont néanmoins chronophages. Au regard des résultats très positifs sur les obtentions de stages et d'emplois, nous déplorons de ne pouvoir bénéficier de l'aide d'un personnel dédié à ce travail.

Réponse par spécialités :

Spécialité : Affaires publiques

Cette spécialité tient sa cohérence des métiers auxquels elle prépare, tous liés aux savoir-faire particuliers découlant du fonctionnement des institutions démocratiques françaises (avec des spécificités développées dans trois parcours de formation correspondant aux métiers 1/ de collaborateur d'élus, 2/ de conseil en communication dans les collectivités territoriales, 3/ d'ingénierie de la concertation). Les étudiants sont recrutés par un jury unique au terme d'un entretien qui vise notamment à préciser leur projet d'orientation professionnelle. Ces savoir-faire sont très différents de la spécialité *Affaires publiques européennes* et *Communication politique et sociale*, même si, contrairement à ce qu'affirme l'AERES, des mutualisations d'enseignement existent. La spécialité *Affaires publiques* est parfaitement identifiée par les employeurs potentiels, et sa spécificité est fort

bien relayée par un réseau d'anciens étudiants dense et en contacts réguliers avec les responsables de la spécialité. Des liens très étroits sont maintenus avec les anciens étudiants (dont certains enseignent dans la spécialité), sous la forme de rencontres régulières ou par le biais des outils disponibles sur les réseaux sociaux. Un conseil de perfectionnement pourrait formaliser ce type de liens.

Spécialités : Affaires publiques européennes

Cette spécialité correspond à des besoins très bien identifiés (et testés lorsque cette spécialité n'était qu'un parcours de formation de la spécialité *Affaires publiques*) ; son autonomisation correspond à un besoin de lisibilité (dont les différents interlocuteurs professionnels se félicitent d'ailleurs). Le rapport de l'AERES constate que « la sortie vers la recherche n'est pas encore dessinée » et qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, de doctorants issus de cette spécialité. Ceci est normal. Ce n'est que lors de la mise en place du prochain contrat quinquennal que cette formation, à l'origine uniquement professionnalisante, deviendra « mixte », avec un parcours de formation à la recherche *ad hoc*. Le regroupement des politistes et juristes travaillant sur les questions européennes sur le nouveau site de Lourcine, à l'horizon 2015, devrait encore améliorer le caractère transdisciplinaire de la formation et son meilleur adossement à la recherche. Ici aussi la création d'un conseil de perfectionnement est envisagée, associant le SGAE (de forts liens existent déjà), le MAE (un intervenant dans la spécialité), la représentation de la Commission européenne à Paris (de forts liens existent déjà), voire les pouvoirs régionaux (chargé de questions européennes de la région IDF) et un représentant d'un cabinet de lobby ou d'entreprise.

Spécialité : Affaires publiques internationales

Comme le remarque l'AERES, cette spécialité correspond à une idée originale, qui vise à mélanger des étudiants issus de Paris 1 et des étudiants issus de l'American University in Paris (d'autres projets sont en cours d'élaboration, en ajoutant un autre partenaire : le Centre de formation des journalistes), avec, comme le note toujours l'AERES, une dimension expérimentale. Les deux parcours, dont l'AERES estime que la « cohérence n'est pas démontrée » concernent uniquement les étudiants de l'AUP (en M2, les étudiants de Paris 1 suivent des enseignements à l'AUP ou bien auprès de partenaires de l'AUP à l'étranger – un étudiant de Paris 1, par exemple, passe un semestre de M2 en Chine). Cette spécialité, par ailleurs, s'adossera facilement aux programmes de recherches du laboratoire de rattachement (CESSP) sur « l'internationalisation ». Cette création originale correspond à un mode d'internationalisation et de professionnalisation constructifs par l'immersion de nos étudiants dans des systèmes éducatifs très différents, mais aussi économe (puisque, pour la plupart des étudiants, les « échanges » se font dans Paris).

Spécialité : Communication politique et sociale

Contrairement à la suggestion de l'AERES, il ne nous semble pas que des mutualisations ou des rapprochements soient possibles avec la spécialité *Affaires publiques*. La spécialité *Communication politique et sociale* forme des communicants pour le secteur *privé* (et en particulier pour les différents métiers des agences de communication). Des mutualisations existent déjà et peuvent sans doute être un peu développées, mais à la marge. Par ailleurs, il faut noter que cette spécialité connaît actuellement des transformations importantes, sur deux plans : d'une part, en permettant aux étudiants de poursuivre

par un parcours doctoral ; d'autre part, en renforçant fortement l'aspect formation à la communication digitale, s'agissant aussi bien des entreprises que des stratégies de marketing.

Spécialité : Coopération internationale, action humanitaire et politiques de développement

Contrairement à la suggestion de l'AERES, il ne nous semble pas que la poursuite en doctorat, même pour des thèses « professionnelles », corresponde à la demande des étudiants de cette spécialité, dont une grande partie relève de ce qu'on appellerait ailleurs la « formation continue », même si nous ne sommes pas hostiles à une telle perspective. En revanche, bien évidemment, des collaborations existent avec la spécialité *Etudes africaines*, même si les perspectives de formation sont en fait très différentes.

Spécialités : Etudes africaines

Contrairement à la remarque de l'AERES, il ne nous semble pas que la prise en charge des diplômés vers le monde professionnel soit insuffisante. Deux points sont à souligner en particulier. 1/ L'organisation du diplôme (l'absence de cours durant le second semestre) permet à certains d'articuler mémoire de recherche et entrée dans le monde professionnel ; il est d'ailleurs à noter que, contrairement à beaucoup d'autres spécialité de recherche, le stage est fortement encouragé pour ceux qui veulent se professionnaliser et le suivi des mémoires se fait en ce sens. 2/ Nous travaillons à la constitution d'un comité des anciens élèves de la spécialité (dont des représentants pourraient être intégrés à un conseil de perfectionnement) pour favoriser un réseau qui permettra mieux qu'aujourd'hui l'obtention de stages ou la commande d'études auprès des étudiants. Il faut cependant remarquer qu'une spécialité de recherche, choisie par un grand nombre d'étudiants (dont beaucoup d'étrangers) est, par nature, beaucoup plus hétérogène que les spécialités professionnalisantes. De ce fait, l'insertion professionnelle doit se comprendre autrement, de façon plus indirecte et plus variée. Ce qui est néanmoins capital pour nos étudiants et déterminant pour leur avenir, c'est un haut niveau de formation méthodologique, un haut niveau de conceptualisation, une culture générale exigeante et élevée dans la discipline. Ce sont ces qualités-là qui leur permettront avant tout de briguer avec succès des postes de responsabilités lorsqu'ils rechercheront ensuite un emploi. Ce sont ces qualités-là qui leur permettront de s'adapter avec beaucoup d'aisance et de rapidité aux tâches et responsabilités demandées.

A noter, enfin, que le développement et l'extension de notre partenariat avec les universités de Columbia et du Caire, mais aussi avec l'AUP dans le cadre de la spécialité *Affaires publiques internationales*, favoriseront assurément l'insertion des diplômés, déjà très bonne, dans le champ académique et dans les entreprises publiques et privées, ainsi que dans les ONG.

Spécialité : Relations internationales

Contrairement à la remarque de l'AERES, il ne nous semble pas que la prise en charge des diplômés vers le monde professionnel soit insuffisante. Deux points sont à souligner en particulier. 1/ L'organisation du diplôme (l'absence de cours durant le second semestre) permet à certains d'articuler mémoire de recherche et entrée dans le monde professionnel ; il est d'ailleurs à noter que contrairement à beaucoup d'autres spécialité de recherche, le stage est fortement encouragé pour ceux qui veulent se professionnaliser et le suivi des mémoires se fait en ce sens. 2/ Nous travaillons à la constitution d'un comité des anciens élèves de la spécialité (dont des représentants pourraient être intégrés à un conseil de perfectionnement) pour favoriser un réseau qui permettra mieux qu'aujourd'hui l'obtention de stages ou la commande d'études auprès des étudiants. Il faut cependant

remarquer qu'une spécialité de recherche, choisie par un grand nombre d'étudiants (dont beaucoup d'étrangers) est, par nature, beaucoup plus hétérogène que les spécialités professionnalisantes et, du même coup, l'insertion professionnelle doit se comprendre autrement, de façon plus indirecte et plus variée. Ce qui est néanmoins capital pour nos étudiants, ce qui est avant tout déterminant pour leur avenir, c'est un haut niveau de formation méthodologique, un haut niveau de conceptualisation, une culture générale exigeante et élevée dans la discipline. Ce sont ces qualités-là qui leur permettront avant tout de briguer avec succès des postes de responsabilités lorsqu'ils rechercheront ensuite un emploi. Ce sont ces qualités-là qui leur permettront de s'adapter avec beaucoup d'aisance et de rapidité aux tâches et responsabilités demandées.

Cette spécialité, par ailleurs, est souvent suivie par des inscriptions en doctorat pour préparer des thèses qui ont clairement, elles, une vocation professionnelle. Si la présence de praticiens extérieurs à l'université est faible, c'est qu'il s'agit avant tout d'une spécialité à vocation recherche.

Spécialité : Sociologie et institutions du politique

Contrairement à la remarque de l'AERES, il ne nous semble pas que la prise en charge des diplômés vers le monde professionnel soit insuffisante. Deux points sont à souligner en particulier. 1/ L'organisation du diplôme (l'absence de cours durant le second semestre) permet à certains d'articuler mémoire de recherche et entrée dans le monde professionnel ; il est d'ailleurs à noter que contrairement à beaucoup d'autres spécialité de recherche, le stage est fortement encouragé pour ceux qui veulent se professionnaliser et le suivi des mémoires se fait en ce sens. 2/ Nous travaillons à la constitution d'un comité des anciens élèves de la spécialité (dont des représentants pourraient être intégrés à un conseil de perfectionnement) pour favoriser un réseau qui permettra mieux qu'aujourd'hui l'obtention de stages ou la commande d'études auprès des étudiants. Il faut cependant remarquer qu'une spécialité de recherche, choisie par un grand nombre d'étudiants (dont beaucoup d'étrangers) est par nature beaucoup plus hétérogène que les spécialités professionnalisantes et du même coup l'insertion professionnelle doit se comprendre autrement, de façon plus indirecte et plus variée. Mais ce qui est capital pour nos étudiants, ce qui est avant tout déterminant pour leur avenir, c'est un haut niveau de formation méthodologique, un haut niveau de conceptualisation, une culture générale exigeante et élevée dans la discipline. Ce sont ces qualités-là qui leur permettront avant tout de briguer avec succès des postes de responsabilités lorsqu'ils rechercheront ensuite un emploi. Ce sont ces qualités-là qui leur permettront de s'adapter avec beaucoup d'aisance et de rapidité aux tâches et responsabilités demandées.